



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET D'INDRE ET LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Parçay-Meslay, le

- 3 MAI 2011

Unité Territoriale d'Indre-et-Loire

Monsieur le Directeur Régional

à

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Bureau de l'Aménagement du Territoire et
des Installations Classées

37925 TOURS Cedex 9

A l'attention de Monsieur MILLET

VAT 920 0164

Nos réf. : MG/LDIV 27.04.2011 bassin orage

Vos réf. : Bordereau du 17/12/2010-Michelin

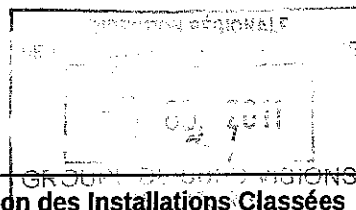
Affaire suivie par : Maud GOBLET

Maud.goblet@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 02.47.46.49.20 - Fax : 02.47.44.63.89

Courriel : ut37@developpement-durable.gouv.fr

Vérifié par: *[Signature]*



Rapport de l'Inspection des Installations Classées

à

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Par bordereau du 17 décembre 2010, vous avez adressé, pour avis, à l'inspection des installations classées, un courrier de Monsieur *[Signature]* agissant en tant que Directeur du site MICHELIN MFP de Joué-Lès-Tours, en date du 13 décembre 2010.

Le fonctionnement des installations sises en zone industrielle n° 2, rue Gutenberg à Joué-Lès-Tours a été autorisé par l'arrêté préfectoral n°17907 du 30 mai 2006. Au titre 11 dudit arrêté, il est prescrit la réalisation d'un bassin d'orage avant le 31 décembre 2011.

Or, dans son courrier, l'exploitant indique qu'il sollicite un report de cette échéance au 31 décembre 2012. Cette demande est basée sur une analyse de la situation économique de l'entreprise en 2009 : le niveau de production de l'ordre de 50% n'a pas permis de dégager les fonds nécessaires pour une telle réalisation. De fait, l'étude technique a été décalée en 2011 et les travaux en 2012.

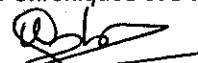
Considérant

- les difficultés économiques rencontrées par l'exploitant en 2009,
- que les autres aménagements visés au titre 11 de l'arrêté d'autorisation précité, à savoir la pose d'un obturateur sur le réseau unitaire et la séparation du réseau eaux usées du réseau d'eau pluvial (suppression des assainissements autonomes et raccordement au réseau communal Tours Plus), ont été effectués,

l'Inspection des Installations Classées émet un avis favorable à la requête de l'exploitant.

Par conséquent, en application de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées soumet à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques un projet d'arrêté précisant la nouvelle échéance de réalisation du bassin d'orage (31 décembre 2012).

L'Inspecteur des Installations Classées
La Chef de la Subdivision Environnement
Risques Chroniques et Déchets


Maud GOBLET

Vu, adopté et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire - Bureau de l'Aménagement du Territoire et des Installations Classées

Orléans, le

Pour le Directeur,
Le Chef du Service Environnement
Industriel et Risques,



Jean-Pierre RICHARD